Rapport d'évaluation rapide des besoins : Ehtools *OCHA* : 3462

Homo homini sacra res, Facta non verba.

Province du Nord-Kivu, Territoire de Walikale, Groupements Kisimba. Axe : Kalembe-Kalonge, en zone de santé de Pinga, aire de santé de Mpeti. Période de l'évaluation : du 28 Juin au 1er Juillet 2020

Date du rapport : Le 10 juillet 2020

Pour plus d'informations :
Téléphone : +243819292153, Mail : info@abcom-rdc.org .

1. Aperçu de la situation

1.1 Description de la crise

Nature de la crise :	• Mouvements des populations • Affrontements et/ou attaques armés		
Date du début de la crise :	Janvier 2020	**Date de confirmation de l'alerte :**	12/04/2020
Code EH-tools	3462		
Si conflit :			
Description du conflit	La situation socio-sécuritaire en province du Nord-Kivu en particulier dans les territoires de Masisi et de WALIKALE reste préoccupante. L'activisme des groupes armés reste et demeure une pilule amère à avaler pour la population. Les nouveaux conflits armés entre les groupes armés et l'absence d'un accord de cessation des hostilités[1], soutient OCHA, sont parmi autant de facteurs qui exacerbent la violence dans ces territoires. Cette situation compromet la stabilité et le développement de ces vastes territoires et partant le bien-être de la population. En avril 2020, des violents affrontements ont opposé en groupement Bashali-Mokoto la coalition des mouvements pour le Changement (CMC) au NDC-R ; de mauvais gré et essayant de se dégager de l'étreinte, la population civile tenue de quitter les localités de BIRIHI, HEMBE, KIRIKU, KABIZO, BIBWE, LUKALA, MASIZA, KIRUNGU, NGUBA, COSSOVO vers les zones relativement calmes et sécurisées de MPETI, MINDJENDJE, MERA, KALONGE et KATOBI Groupement Kisimba territoire de Walikale en zone de sante de Pinga. La guerre n'épargnant rien sur son passe, avalant des couleuvres de tout genre dénotant de la propension des actes belliqueux de ceux qui font la guerre, la population civile se déplaçant vers les lieux sûrs mais abandonnant tout bien meuble de valeur et immeuble, plonge dans la précarité dans des conditions inacceptables de vie. Cet étant de chose a poussé l'équipe *Amicus humani generis* de l'ONGD ABCom à se joindre aux efforts de l'Action humanitaire en RDC coordonnée par OCHA à se rendre dans la zone en vue de procéder à l'identification à l'évaluer		

[1]OCHA, contexte humanitaire dans le territoire de Masisi, juillet 2019

	des besoins urgents essentiels, priorités et capacités de réponse aux multiples défis opposés aux nécessiteux car au demeurant il faut sauver au maximum de vies. Des échanges avec les informateurs clés, focus groupes tenus et observations directes faites, il existe à KATOBI 193 ménages au lieu de 153[2], installés certains dans des familles d'accueil et d'autres dans deux sites de fortune établis à KATOBI route et KATOBI montagne. De ces 965 personnes existent 50 hommes ; 365 garçons dont 43 orphelins de père et mère, et 5 ESFGA ; 231 femmes, dont 40 veuves, 30 allaitantes et 319 filles parmi lesquelles 4 ESFGA. Depuis leur arrivée ils n'ont bénéficié d'une quelconque assistance, voilà pourquoi ils présentent des besoins multisectoriels énormes dont ceux prioritaires sont les suivants : 1. Sécurité alimentaire et moyens de subsistance 2. Abris/Articles Ménagers essentiels (AME) 3. Santé et nutrition.

Si mouvement de population, ampleur du mouvement : Plusieurs villages du groupement Bashali Mokoto, en territoire de Masisi en zone de santé de Pinga s'étaient déplacés vers l'aire de santé de Mpeti en territoire de Walikale.

	Avant la crise		Après la crise	
	Ménages	**Personnes**	**Ménages**	**Personnes**
Population locale	**241**	**1205**		
Nombre des déplacés			**193**	**965**
Nombre des retournés	//////////////	//////////////		
% des [catégories pertinentes] par rapport à la population locale	**80 (il s'agit de la pression que l'ensemble des populations déplacées et retournées exercent sur l'ensemble des résidents/familles d'accueil)**			

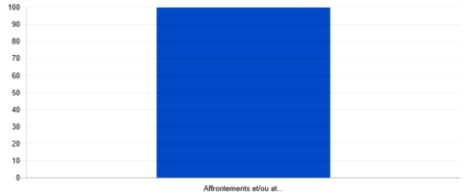
Différentes vagues de déplacements			
Villages	**Effectifs**	**Provenance**	**Cause**
KATOBI ROUTE	120 ménages en familles d'accueil et dans le site. .	Birihi, hembe, Nguba, Bibwe, Lukal, Masiza, Kiriku, Kirungu, cossovo, Kabizo	Affrontement entre APCLS-NYANTURA et NDC-Rénové

[2] Ce rapport complète celui : ERM *AIDES sur l'axe Kalembe-Kalonge_Mera-Mpeti-Minjenje Ehtools 3440 3459 3460 3462 3463.*

KATOBI MONTAGNE	73 nouveaux ménages dans le site et familles d'accueil.	Birihi, hembe, Nguba, Bibwe, Lukal, Masiza, Kiriku, Kirungu, cossovo, Kabizo	Affrontement entre APCLS-NYANTURA et NDC-Rénové.

Sources : autorités locales, comité de déplacés et retournés etc

Les causes de différentes crises enregistrées dans la zone.



Value	Frequency	Percentage
Affrontements et/ou attaques armés	3	100

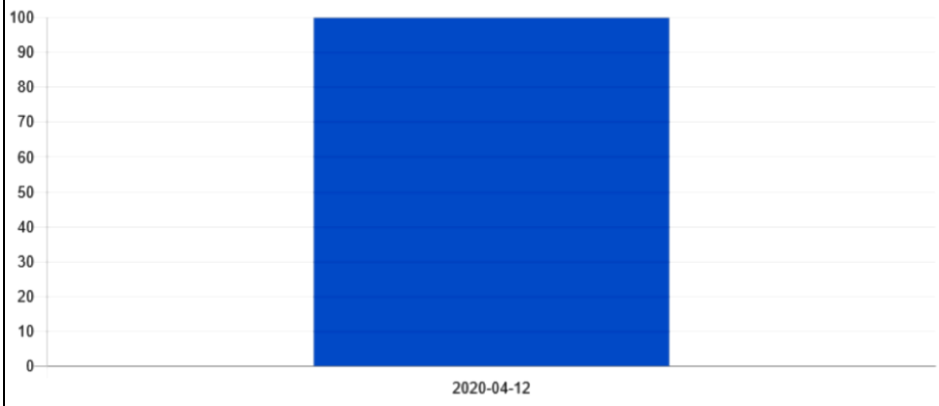
Commentaires : 100% des populations confirment que les affrontements/ou attaques armés sont à la base des mouvements des populations.

REFERENCE POUR LES SOURCES D'INFORMATIONS

N°	NOM ET POST NOM	FONCTION	N° TELEPHONE
1	Mime KAHINDO FURAHA	IT/Centre de santé de Mpeti	+243812462411
2	NTANDU KINDI IV	Chef de localité BANAKINDI	+243821036639
3	PALUKU Moise	Plombier	+243827835098
4	BUNAKIMA CHANGWI Innocent	Directeur EP KATOBI	+243829027277
5	AMINI Justin	Président IDPS Katobi	+24381966366
6	BURONGU KAMBERE	Chef du Village Katobi	+243821722316

Date d'arrivée de déplacés.

Value	Frequency	Percentage
2020-04-12	2	100



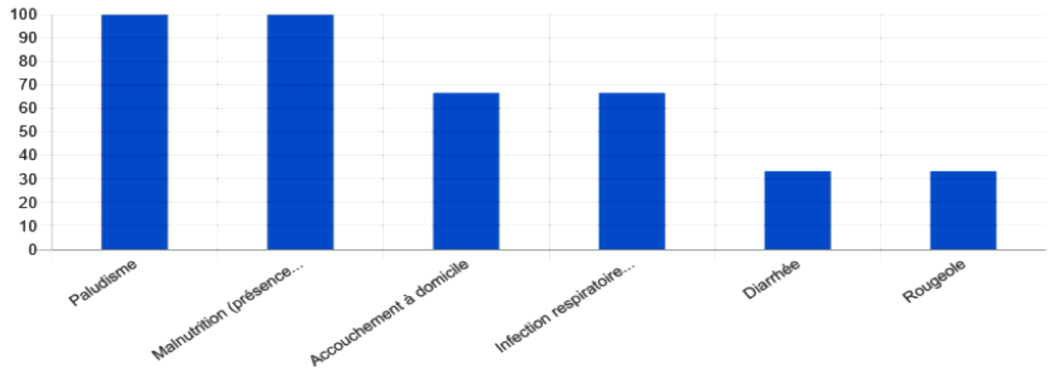
Commentaire : Tous les IDPS rencontrés dans l'aire de santé de Mpeti notamment au village Katobi, ont déclaré avoir commencé le mouvement vers Katobi depuis début avril 2020. Il s'en

est suivi l'enregistrement au quotidien par les autorités locales et chefs des déplacés et retournés de nouveaux ménages arrivés dans la zone.	
Dégradations subies dans la zone de départ/retour	Les zones de départ que d'arrivée ont été le théâtre de différents incidents de protection à savoir : les agressions physiques, viols, exploitation sexuelle, extorsion des biens, vols/braquages, enlèvements, enrôlement d'enfants etc...cependant, de crainte des représailles, la plus part des déplacés se sont réservés de donner d'amples détails sur les incidents de protection commis par ces groupes armés. •
Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil	La distance moyenne entre les zones de provenance et celle d'arrivée est de 4 km pour les plus proches, parcourables en 5 heures de marche à pieds alors qu'elle avoisine 25km pour les plus éloignées. Les déplacés des villages les plus éloignés ont déclaré avoir marché pendant 2 à 3 jours pour atteindre Katobi au regard du relief montagneux mais aussi de la précaution avec laquelle ils devraient se déplacer pour ne pas tomber entre les mains des assaillants.
Lieu d'hébergement	• Familles d'accueil • Sites de fortune (Katobi) • Maisons cédées gratuitement • Abris de fortune dans les parcelles des familles d'accueil.
Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)	Sous réserve de déploiement des forces de sécurité et la restauration de l'autorité de l'état dans leurs zones de provenance, la majeur partie des déplacés n'envisagent pas à court terme leur retour suite à la persistance des affrontements entre les belligérants.

Si épidémie/ cholera

Localisation des personnes affectées par cette crise (nouveaux déplacés)

Zone de santé	Aire de santé	Cas confirmés	Cas suspects	Décès	Zone de provenance
Pinga	Mpeti		0	0	0

Perspective de l'évolution de l'épidémie	 **Commentaire** : 100% des personnes attestent que l'aire de santé de Mpeti est confrontée actuellement au paludisme, mal nutrition, 66,67% indiquent les accouchements à domicile, les infections respiratoires aigües et 33,33%, la diarrhée et la rougeole.

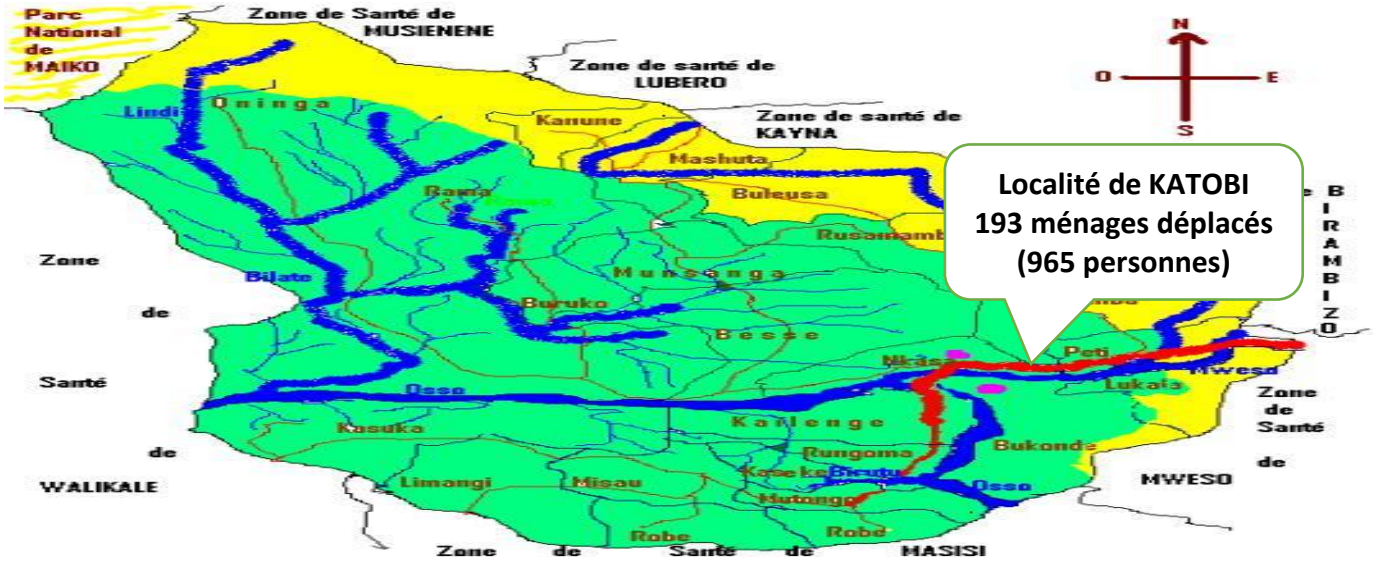
Value	Frequency	Percentage
Paludisme	3	100
Malnutrition (présence d'œdème chez les enfants)	3	100
Accouchement à domicile	2	66.67
Infection respiratoire aigues chez les enfants de moins de 5 ans	2	66.67
Diarrhée	1	33.33
Rougeole	1	33.33

1.2 Profil humanitaire de la zone

Crises et interventions dans les 6 mois précédents

Crises	Réponses données	Zones d'intervention	Organisations impliquées	Type et nombre des bénéficiaires
Paludisme, Maladies de mains sales, IRA, Mal nutrition	Appuie en médicaments.	Aire de santé de Mpeti	PPSPP.	Déplacés, retournés, résidents/autochtones
Secal, AME et NFI	Aucune assistance	RAS	Aucune	RAS
Cash for Work	Aucune assistance	RAS	Aucune	RAS
Wash	Aucune assistance	RAS	Aucune	RAS
Abri	Abri transitionnel et d'urgence	RAS	Aucune	RAS
Sources d'information		Les autorités sanitaires et leaders locaux		

2. Méthodologie de l'évaluation

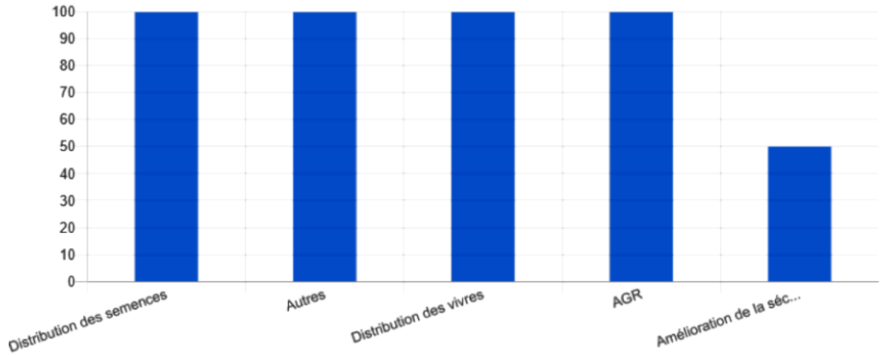
<table>
<tr><td>Type d'échantillonnage :</td><td>Nous nous sommes servis du type d'échantillon stratifié. Outre les deux groupes de discussion constitués (groupe des femmes et groupe des hommes) composé chacun de 50 personnes, nous avons également enquêté sur 3 informateurs clés dans la localité.</td></tr>
<tr><td colspan="2">Carte de la zone évaluée en indiquant les sites visités
 
</td></tr>
<tr><td>Techniques de collecte utilisées</td><td>

Questionnaire auprès du focus groups sectoriels
Questionnaire auprès des informateurs clés ;
Entretien individuel ou interview ;
Observation directe ;
Revue documentaire ;
Point quotidien de compilation, analyse et interprétation des données récoltées par toute l'équipe. ;
Visite des sites des IDPs et de la structure sanitaire de Mpeti,

</td></tr>
<tr><td>Composition de l'équipe</td><td>Pour cette mission l'équipe était composée des personnes ci-dessous :
<table>
<tr><th>Nom et prénom</th><th>ONG</th><th colspan="2">N° téléphone/email</th></tr>
<tr><td>Deo NSASE</td><td>ABCom</td><td>+243819292153</td><td>deo.nsase@abcom-rdc.org</td></tr>
<tr><td>Benjamin L.</td><td>ABCom</td><td>+243812831215</td><td>benjamin.lulemire@abcom-rdc.org</td></tr>
<tr><td>BASEME Vérité</td><td>ABCom</td><td>+243825454421</td><td>verite.baseme@abcom-rdc.org</td></tr>
<tr><td>Aline M.</td><td>ABCom</td><td>+243819012095</td><td>aline.mukapaska@abcom-rdc.org</td></tr>
</table>
</td></tr>
</table>

3. Besoins prioritaires / Conclusions clés

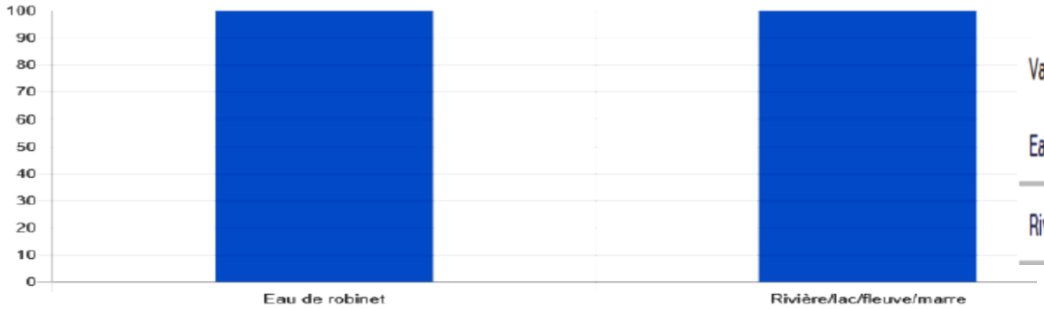
Besoins identifiées (en ordre de priorité par secteur, si possible)	Recommandations pour une réponse immédiate	Groupes cibles
Sécurité alimentaire Vivres (farine de manioc ou de maïs, haricot, huile, haricot, arachide), intrants agricoles et élevage de petits bétails.	- Distribuer les vivres aux ménages des déplacés et familles d'accueil (distribution directe, cash for work ou foire) ; - Soutenir l'agriculture à travers la distribution d'intrants agricoles et outils aratoires aux familles d'accueil ; - Appuyer l'élevage des petits bétails dans la zone ; - Palier à la sous-alimentation et la malnutrition des personnes affectées par la crise dans la zone ; - Promouvoir les AGR via le cash conditionnel.	Nouveaux déplacés, familles d'accueil autochtones plus vulnérables.



Value	Frequency	Percentage
Distribution des semences	2	100
Autres	2	100
Distribution des vivres	2	100
AGR	2	100
Amélioration de la sécurité pour accéder aux champs/pâturages/zones de pêche	1	50

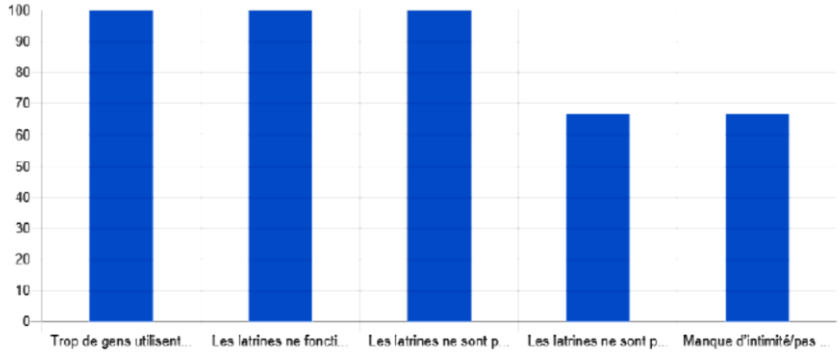
Commentaires : 100 % des populations contactées proposent la distribution des vivres, des semences, AGR et autres comme besoins prioritaires contre 50 % qui proposent l'amélioration de la sécurité pour faciliter l'accès aux champs.

Eau, hygiène et assainissement	- Améliorer l'adduction d'eau en augmentant le nombre des robinets et en agrandissant le volume du réservoir ; - Remplacer la tuyauterie métallique enrouillée à celle plastique ; - Procéder au traitement de l'eau (chloration), surtout en saison pluvieuse où l'eau prend une certaine coloration ; - Procéder à la construction des latrine et douche familiales d'urgence ; - Sensibiliser la communauté sur les règles d'hygiène et les moments clés de lavage des mains pour prévenir les maladies des mains sales ; - Rendre disponibles des dispositifs de lavage de mains dans les lieux publics.	Déplacés, retournés et autochtones



Value	Frequency	Percentage
Eau de robinet	2	100
Rivière/lac/fleuve/marre	2	100

Commentaires : 100 % des familles des personnes contactées affirment s'approvisionner en eau de robinet et de la rivière Murambi.

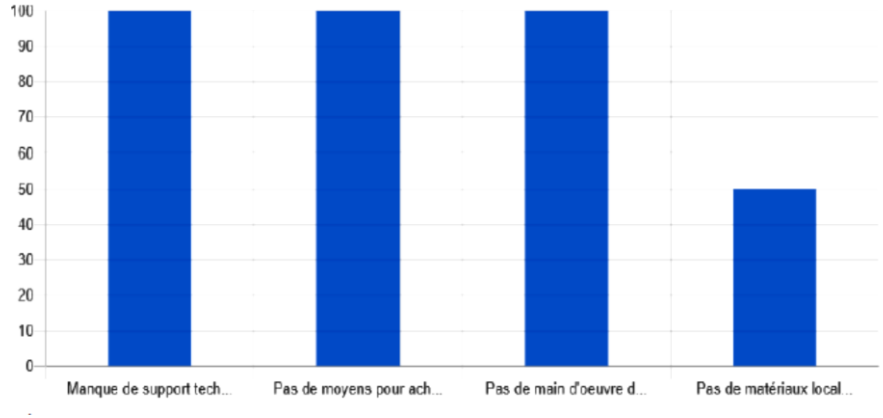


Value	Frequency	Percentage
Trop de gens utilisent les mêmes latrines (plus de 20 personnes)	3	100
Les latrines ne fonctionnent pas (abimées, détruites, etc.)	3	100
Les latrines ne sont pas sécurisé (pas de porte, verrou, etc.)	3	100
Les latrines ne sont pas propres/hygiéniques	2	66.67
Manque d'intimité/pas de séparation entre hommes et femmes	2	66.67

Commentaires : S'agissant de l'accès aux latrines hygiéniques, 100% des personnes indiquent que plusieurs personnes utilisent le même latrine (plus de 20 personnes), les latrines ne fonctionnent pas (abimées, détruites et ne sont pas sécurisées (pas de porte, verrou) alors que 66,67% soutiennent que les latrines ne sont pas propres/hygiéniques et manquent d'intimité (pas de séparation entre homme et femme).

ABRIS	- Construction des abris temporaires pour les déplacés ; - Construire des abris transitionnels en matériaux locaux et latrines familiale pour désengorger les des familles d'accueil, **Analyse du marché et la modalité d'intervention** : Dans la zone existent des matériaux locaux de construction tels que les sticks d'arbre, chevrons, roseaux, planches, madriers. Cependant les matériaux	Déplacés, leurs familles d'accueil.

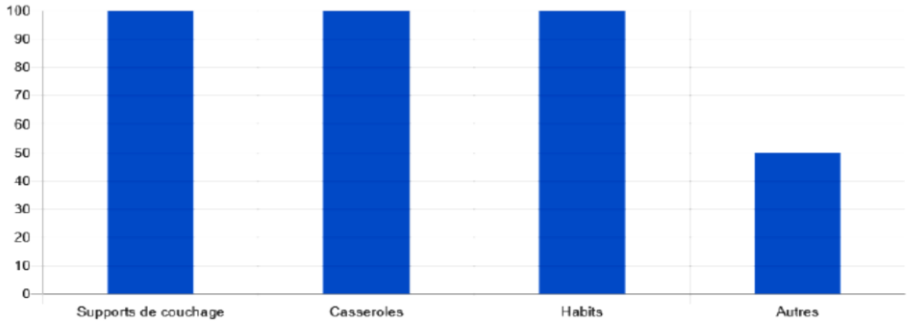
	manufacturés à l'instar des clous, tôles, bâches, porte cadenas, etc sont importés de Kitshanga, ou Goma.	



Value	Frequency	Percentage
Manque de support technique (entrainde) pour l'amélioration de l'abri	2	100
Pas de moyens pour acheter les matériaux ou réhabiliter l'abri	2	100
Pas de main d'oeuvre disponible pour améliorer l'abri (e.g extrême vulnérable)	2	100
Pas de matériaux localement disponibles	1	50

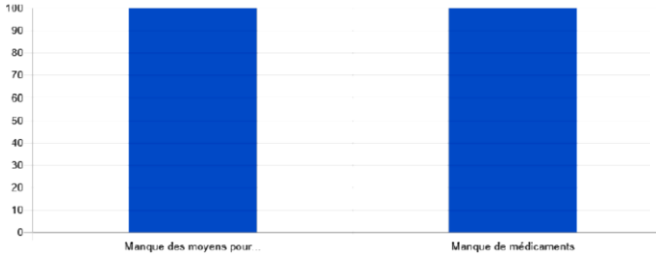
Commentaires : Des échanges entretenus avec les populations, 100% indiquent manquer de supports techniques pour aménager les abris, ne dispose pas de moyens pour acheter les matériaux pour réhabiliter les abris mais aussi fustigent le manque d'une main d'œuvre disponible pour réhabiliter les abris. Par contre 50% soutiennent l'absence des matériaux locaux disponibles.

Articles ménagers essentiels	- Assistance d'urgence en AME par la modalité cash inconditionnel ou foire fermée.	Idps, autochtones/familles d'accueils



Value	Frequency	Percentage
Supports de couchage	2	100
Casseroles	2	100
Habits	2	100
Autres	1	50

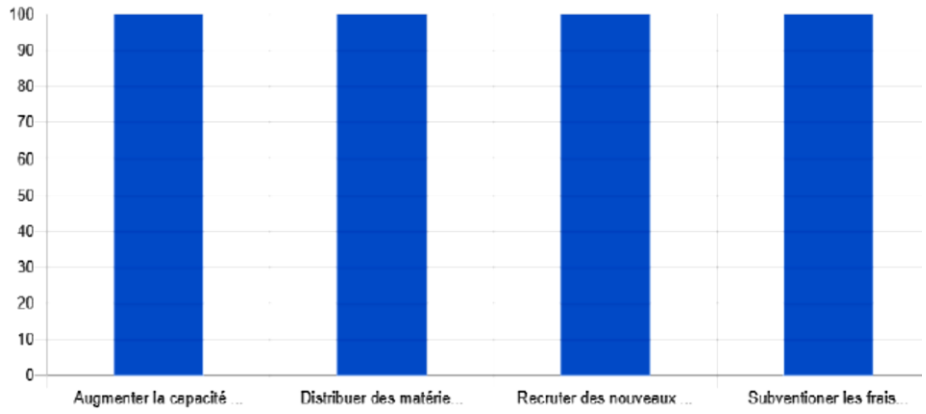
Commentaire : Parmi les besoins prioritaires en AME, 100% des personnes contactées sont favorables pour le support de couchage, les casseroles et les habits pendant de 50% envisagent les autres types d'AME.		
Santé-Nutrition	- Rendre disponibles les intrants SR - Appuyer le centre de santé de Mpeti en médicament ; -Positionnement des acteurs de santé pour la prise en charge gratuite des IDPs et communautés hôtes ; - Appui nutritionnel en UNTI et UNTA - Renforcer la recherche des cas de malnutrition dans la communauté et les référer au CSR pour une prise en charge ; - Organiser des screening nutritionnels dans la zone ;	



Value	Frequency	Percentage
Manque des moyens pour payer les soins de santé	2	100
Manque de médicaments	2	100

Commentaire : ces graphiques renseignent que 100¨% des populations attestent que le manque des moyens pour payer les soins de santé ainsi que la pénurie des médicaments au centre de santé, sont les deux problèmes majeurs qui les empêchent d'accéder aux soins de santé.

Education	- Distribuer des Kits scolaires aux élèves déplacés ; - Recruter et renforcer les capacités des nouveaux et anciens enseignants ;, - Construire des latrines en milieux scolaires ; - Subventionner l'école en frais scolaire ; - Doter les écoles en matériels didactiques ; - Disponibilités des points de lavage des mains en milieu scolaire. -	Déplacés, retournés et autochtones



Value	Frequency	Percentage
Augmenter la capacité des écoles pour accueillir les enfants déplacés (double vacation, construction de salles de classe)	2	100
Distribuer des matériels didactiques	2	100
Recruter des nouveaux enseignants	2	100
Subventioner les frais scolaires	2	100

Commentaire : Ces graphiques présentent les besoins prioritaires des enfants d'accéder à l'éducation notamment : l'augmentation des écoles pour accueillir les enfants déplacés (double vacation), la distribution des matériels didactiques, le recrutement de nouveaux enseignants et la subvention des écoles.

Les secteurs concernés sont : Sécurité alimentaire/vivres, Moyens de subsistance, Eau-hygiène-assainissement, Abris, Articles ménagers essentiels, Protection, Santé, Nutrition, Education.

4. **Analyse « ne pas nuire »**

Risque d'instrumentalisation de l'aide	**Risques:** Parmi les risques probables il y a lieu de citer : -L'instrumentalisation de l'aide par les identificateurs au cours du ciblage au profit des personnes inéligibles (leurs proches et membres de familles) au préjudice des véritables bénéficiaires : -Le monnayage des listes des bénéficiaires par les chefs locaux et les comités des IDPs et retournés ; -Mauvaise interprétation de l'aide humanitaire si tous les déplacés et familles d'accueil ne sont pas pris en compte. **Mesures de mitigation**

	-Définition des critères de vulnérabilité par la communauté elle-même guidée par un acteur humanitaire ; -Le ciblage devra se faire via l'approche communautaire, supervisé par des agents humanitaires qui procéderont à une contrevérification pour se rassurer de la fiabilité des listes; -une large sensibilisation des déplacés, retournés et communauté hôte sur les critères de ciblage et d'éligibilité, les principes humanitaires couplée de la présentation du projet et du nombre des bénéficiaires.
Risque d'accentuation des conflits préexistants	Globalement les relations entre les déplacés et la communauté locale sont moyennement au beau fixe en dépit des quelques cas isolés de vol des vivres perpétrés par les déplacés. Cependant une assistance orientée uniquement vers les déplacés exacerberait des tensions avec les communautés hôtes qui se croient également vulnérables du fait de leur prise en charge depuis le début de la crise jusqu'à ce jour. **Mesures de mitigation** Le ciblage devra être inclusif (Déplacés et familles d'accueil) en tenant compte des critères de vulnérabilité prédéfinis par les parties prenantes. .
Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services	RAS

5. Accessibilité

5.1 Accessibilité physique

Type d'accès	La zone évaluée est accessible par la route à partir de Goma-Kitshanga-Mwesso-Kashuga—Kalembe-Mpeti-Katobi. . Les motos, véhicules land cruiser 4X4 et camions y accèdent sans peine pendant la saison sèche. Précisons que le tronçon Kalembe-Malemo-Mindjendje-Mpeti est parsemé des vastes bourbiers le rendant difficilement praticable en saison de pluie. Cependant, l'ONG HANDICAP INTERNATIONAL est à pied d'œuvre dans la réhabilitation du tronçon Kalembe-Pinga.

5.2 Accès sécuritaire

Sécurisation de la zone	La zone est sous contrôle conjoint des FARDC, la PNC et les éléments du NDC-Rénové. Toutefois la situation sécuritaire reste relativement volatile car elle peut changer à tout moment.
Communication téléphonique	Les villages de Mpeti et une partie de Katobi sont couverts par le réseau de communication Vodacom.
Stations de radio	- POLE FM couvre le village de Mpeti et ses environs

6. Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

6.1 Protection

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Aucune.

Incidents de protection rapportés dans la zone

Type d'incident	Lieu	Auteur(s) présumé(s)	Nb victimes	Commentaires
Assassinat	Tronçon Kalembe-Mpeti	APCLS-NYANTURA	1 motard et directeur de la radio locale Kalembe/kalonge	Il s'appelle BWIRA BWALITSE, marié et père de 9 enfants, kidnappé par les éléments de la coalition APCLS-NYANTURA d'un certain colonel autoproclamé KISURA dirigé par le commandant APCLS du nom de

				BAIBIKA en mi-mai 2020 et sommairement exécuté par décapitation en dépit de la rançon livrée à ses ravisseurs par les membres de sa famille.
Kidnapping	Tronçon Kalembe-Mpeti	APCLS-CMC NYANTURA	2 hommes.	Kidnappés dans les mêmes circonstances spatio-temporelles que sieur BWIRA, messiers Bosco et Paulin, respectivement étudiant à Goma et infirmier titulaire adjoint du centre de santé de Mpeti étaient relaxés après payement d'une rançon de 300 dollars américains chacun.
Kidnapping	Nzanganano	APCLS-CMC NYANTURA	Deux jeunes garçons	Le 1er/07/2020, deux jeunes garçons âgés d'environ 15 et 17 ans ont été kidnappés à NZanganano, localité Bushimoo, groupement Bashali-Mokoto par des présumés NYANTURA et APCLs. Jusqu'à ce jour ils sont entre les mains de leurs ravisseurs.
Arrestation, coups et Blessures volontaires par machettes	Hembe et Birihi	APCLS-NYANTURA	5 hommes dont 2 déplacés de katobi	Fin avril 2020, les miliciens APCLS-NYANTURA ont arbitrairement arrêté et blessé à la machette, respectivement à Hembe et Birihi, villages situés dans l'aire de santé de Lukala, en groupement Bashali-Mokoto cinq hommes les taxant fautivement d'espions du NDC-R.

Tortures et amendes illégales	Katobi.	Un commandant NDC-R	6 hommes	Au courant des mois de mai et juin, un commandant du groupe armé NDC-R du nom de Dieuze non autrement identifié a torturé 6 hommes à Katobi en les flagellant 50 coups de fouet faute d'un jeton de participation au travail communautaire appelé salongo assorti d'une amende de 5.000 francs congolais. .
Concussion. Taxes illégales et extorsion des biens. Violences sexuelles	Mpeti, Katobi Village Mpeti et pont CHAMUNGU à plus ou moins 3 km de Katobi. Katobi et Mpeti	PNC FARDC Jeunes garçons	Environs 10 personnes Plusieurs personnes 7 filles	La Police nationale congolaise s'illustre dans la fixation et perception des amendes transactionnelles exorbitantes contraires à la nomenclature et dépourvues de toute preuve de paiement. Les FARDC font payer aux paisibles citoyens une taxe allant de 500 à 1500 Fc sur leur barrière érigée au pont Chamungu faute de quoi ils leur extorquent une partie des biens transportés et 10 dollars aux camionneurs à la barrière de MPETI Suite à la fermeture des écoles à la suite du corona virus depuis le fin du mois de Mars 2020, on a enregistré le mariage précoce de deux élèves de l'institut Mpeti (5ième et 3ième humanité) mais aussi de 6 grossesses précoces de 6 élèves dont 3 de l'EP Katobi (deux de 7ième et une de 8ième) et 3 de l'institut Mpeti (deux de troisième et une de cinquième humanité).

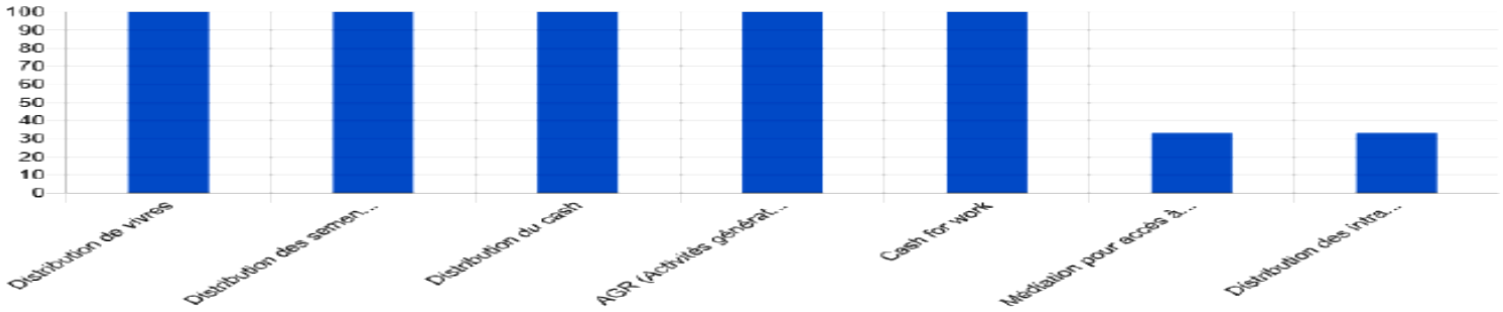
Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté	Jusque-là, la population hôte et les déplacés vivent en harmonie. Aucune tension intra ou intercommunautaire n'a été rapportée.
Existence d'une structure gérant les incidents rapportés.	Oui ; **Commentaires** :Les incidents sont rapportés soit auprès des autorités locales, des responsables des organisations de la société civile, soit des officiers de police judiciaire de la PNC ou des FARDC qui peuvent au vu des faits classer le dossier sans suite pour insuffisance de charge ou par amendes transactionnelles, à défaut déférer le présumé auteur des faits répréhensibles devant l'autorité compétente (le Ministère public) pour disposition.
Impacte de l'insécurité sur l'accès aux services de base	L'insécurité instaurée par les différents groupes armés autour des villages environnants a entrainé des conséquences incalculables sur la population quant à l'accès aux services de base. Il s'agit à titre illustratif entre autre de la réduction sensible de leur mobilité vers leurs champs, l'augmentation des prix de certains produits sur le marché.
Présence des engins explosifs	Aucune.
Perception des humanitaires dans la zone	Il ressort des échanges avec nos interlocuteurs que la présence des humanitaires dans la zone rassure et donne de l'espoir à la communauté. Ce faisant, toute assistance serait la bienvenue en cette période difficile, estiment-ils.

6.2 Sécurité alimentaire

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Aucune assistance en faveur des déplacés et communautés hôtes.

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
//////////////////	//////////////////////	//////////////////////	/////////////////////////	//////////////////////

Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise



Value	Frequency	Percentage
Distribution de vivres	3	100
Distribution des semences /outils	3	100
Distribution du cash	3	100
AGR (Activités génératrices des revenus)	3	100
Cash for work	3	100
Médiation pour accès à la terre	1	33.33
Distribution des intrants de pêche ou d'élévage	1	33.33

Commentaire : S'agissant de la situation de la sécurité alimentaire dans la zone, 100% des populations déplacée et retournée proposent la distribution des vivres, des semence/outils, du cash, des AGR et du cash for work, par contre 33,33% proposent la médiation pour l'accès à la terre et la distribution des intrants de pêche et d'élevage. .

Situation des vivres dans les marchés

Le manioc, mais, arachide et haricot sont les denrées alimentaires les plus cultivées dans la zone et disponibles en quantité insuffisante sur le marché de Mpeti. Ce qui pousse certains déplacés et familles

	d'accueil d'aller s'approvisionner au marché de kalembe, Kashuga ou de Pinga. Les denrées les plus rares sur le marché de Mpeti sont l'oignon, les pommes de terre et l'huile végétale,
Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise	Pour faire face au défi lié à l'inaccessibilité aux vivres, les déplacés ont développé des stratégies telles que la consommation des aliments moins chers, la réduction de nombre des repas, le recours à la chasse et/ou à la cueillette, le travail contre la nourriture, « food for work », ou contre l'argent « cash for work ». précisément pour les travaux champêtres. Cependant, suite à leur état de vulnérabilité certaines filles mineures s'adonnent à la prostitution pour subvenir à leurs besoins alimentaires avec un risque majeur de s'exposer aux grossesses indésirables, aux IST et au VIH/SIDA.

6.3 Abris et accès aux articles essentiels

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non
Impact de la crise sur l'abri	Les récurrents affrontements entre les groupes armés ont causé des d'importants dégâts matériels parmi lesquels la destruction et dégradation des maisons suite à leur abandon continu pendant le déplacement des propriétaires. Les abris d'une dimension de 2x4m doté de deux pièces pour un ménage de 5 personnes prouve à suffisance la promiscuité dans laquelle vivent ces déplacés.
Type de logement	'habitat de la zone est composé des maisons avec des murs en planches et toitures en tôles, murs en pisé ou en roseaux/pailles, maisons en pisé avec toitures en tôles ou en pailles. Dans les sites des déplacés, on retrouve les abris en sticks d'arbres et paille de 2 m x 4 m.
Accès aux articles ménagers essentiels	Il se révèle des échanges tenus avec nos interlocuteurs que la majeur partie des déplacés ne disposent plus des AME car abandonnés au cours de leur fuite dans leurs zones de provenance. C'est pourquoi ils sont contraints de partager les AME avec les familles d'accueil. Cependant, les quelques rares AME disponibles se trouvent dans un état d'usure très avancé.
Possibilité de prêts des articles essentiels	Quelque fois, certains ménages déplacés utilisent les AME des autres pendant que d'autres les prêtent aux nouveaux venus. Bien qu'animés d'une bonne volonté pour rendre disponibles leurs bidons, casseroles,

	bassins, assiettes au profit des déplacés, il se fait malheureusement que les familles d'accueil n'en disposent pas en quantité suffisante pour répondre aux multiples demandes de tous les déplacés en terme d'AME.

Situation des AME dans les marchés	Quelques AME sont disponibles au marché de Mpeti dont malheureusement la quantité ne saurait nullement répondre à une forte demande. C'est pourquoi en cas d'une assistance en modalité foire, il convient de recourir aux autres marchés environnants comme Kalembe, Kashuga, Mwesso ou Kitshanga.
Faisabilité de l'assistance ménage	Considérant l'environnement socio-sécuritaire actuel de la zone, une assistance humanitaire en AME est possible. Elle pourra se faire soit par modalité foire, cash ou distribution directe.
Réponses données : Pas des réponses depuis avril 2020.	

6.4 Moyens de subsistance

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non
Moyens de subsistance	L'inaccessibilité et l'indisponibilité des vivres au profit des déplacés et familles hôtes les exposent à la malnutrition. Par ailleurs, l'insuffisance des vivres dans le marché entraine en vertu de la loi du marché, (offre-demande) la hausse du prix.
Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées	La précarité des conditions de vie des IPDs leur a poussé de développer certaines stratégies d'urgence pour accéder aux moyens de substance à savoir : - S'adonner aux travaux journaliers dans les champs de la communauté d'accueil, exercer le petit commerce surtout des vivres, et des produits manufacturés à bas prix. - S'emprunter des semences avec promesse de les rembourser après récolte.
Réponses données : Pas de réponse donnée dans ce secteur:.	

6.5 Faisabilité d'une intervention cash (si intervention cash prévue)

Analyse des marchés	Le marché de Mpeti est fonctionnel chaque samedi alors que celui de Masisi chaque mardi et vendredi. Les vendeurs de ces entités s'approvisionnent en riz, sel, sucre, huile raffinée et en articles ménagers essentiels principalement à Goma. Actuellement, la dynamique normale de la zone ne permet pas un trafic économique important depuis la perturbation des activités champêtres et génératrices de revenus par des déplacements récurrents des populations de la zone suite au conflit. Le marché de Nyabiondo est connecté au marché de Masisi. Cette connexion pourrait compenser l'incapacité des marchés locaux à absorber des grosses sommes d'argent en cas d'assistance en cash ou à fournir en quantité suffisante des vivres et articles ménagers essentiels en cas d'assistance par modalité foire. Une analyse sécuritaire approfondie et des contacts d'accès sécuritaire avec toutes les parties prenantes à la sécurité dans la zone garantiront la protection de toutes les parties prenantes pendant et après, en cas d'organisation d'une assistance.
Existence d'un opérateur pour les transferts	Outre deux points de transfert d'argent privés via M-pesa malheureusement d'une faible capacité, aucune institution de microfinance (IMF) n'est fonctionnelle dans la zone. Ce qui rend difficile une potentielle assistance en cash via le transfert électronique. D'où des accords de capacitation de la zone par l'opérateur Vodacom devront préalablement être envisagés.

6.6 WASH : Eau, Hygiène et Assainissement

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Aucune.

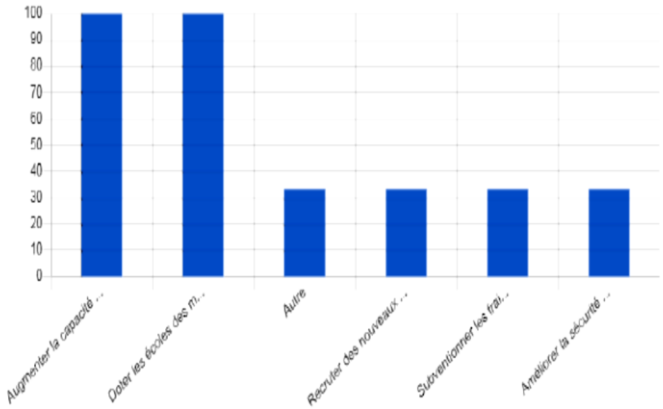
Risque épidémiologique	Plusieurs facteurs concourent à un risque épidémiologique dans la zone notamment : la quasi-inexistence des latrines hygiéniques tant dans les familles d'accueil, dans le site de fortune des déplacés que dans les écoles, la promiscuité due à la croissance démographique dans la zone mais aussi l'absence des dispositifs de lavage des mains y compris l'absence de trous à ordures	
Accès à l'eau après la crise	Le village Katobi est desservi par une adduction tirée d'une source aménagée construite par l'ONG Mercy Corps en 2018. Elle dispose d'un réservoir d'une capacité de 3m cube doté d'un seul robinet. Pendant la période pluvieuse cette eau est colorée alors que pendant la sécheresse elle ne coule pas au robinet. Ce qui oblige la population de se ravitailler en eau à la rivière MURAMBI. L'accès à l'eau au robinet est graduait. La tuyauterie métallique reliant le réservoir au robinet est à ce jour enrouillée et nécessite en toute urgence un remplacement avec une tuyauterie en plastique. Les quelques volontaires qui se chargent de la maintenance de cet ouvrage n'ont pas de matériels appropriés à part une seule clé anglaise. En aucun jour l'eau n'a été chlorée. En cas d'une panne, la communauté se cotise en raison de 200 francs/ménage.	
Type d'assainissement	Estimatif du % de ménages avec des latrines : Moins de 30%	Défécation à l'air libre : Oui
Village déclaré libre de défécation à l'air libre	Non	
Pratiques d'hygiène	Les latrines hygiéniques au vrai sens du terme sont inexistantes dans la zone. Cependant les quelques rares latrines non hygiéniques qui s'y trouvent font l'objet de partage par plusieurs familles et cela sans distinction de sexe. cependant, ménages recourent aux trous à défécation à ciel ouvert. La plus part des ménages prennent leur bain à la rivière Mweso, faute de douche.	
Réponses données : Aucune réponse donnée dans ce secteur.		

6.7 Santé et nutrition

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Oui, le centre de santé de Mpeti, nous a déclaré son infirmier titulaire, est appuyé par l'ONG PPSSP uniquement en antipaludéen en vertu du contrat signé avec la zone de sante de Pinga. Cependant, les soins restent payants. L'aire de santé de Mpeti connait un taux exponentiel des maladies suivantes : le paludisme, la diarrhée et les infections respiratoires aigües. Aucun intrant en SR disponible.
Risque épidémiologique	La promiscuité dans laquelle vivent les déplacés et communautés hôtes compte tenu de l'augmentation de la population les exposent aux épidémies. Cependant, la malnutrition est potentiellement un risque de morbidité infantile. Les enfants adolescentes s'adonnent à une sexualité précoce sans protection, ce qui les expose à des infections sexuellement transmissibles, grossesses précoces ou indésirables et au SIDA.
Impact de la crise sur les services	Fermeture de certaines structures sanitaires des zones de provenance suite aux affrontements entre les groupes armés belligérants. Par ailleurs faute des moyens de paiement des soins de santé, plusieurs femmes déplacées ont opté, à leur risque et péri pour l'accouchement à domicile. En outre, nous avons constaté que les cas de malnutrition sont en nombre élevé en familles que ceux identifiés au centre de santé de Mpeti.
Indicateurs santé (vulnérabilité de base) : Taux d'utilisation des services curatifs : 97%(données du mois février 2020)	

6.8 Education

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non.
Impact de la crise sur l'éducation	Fermeture des trois écoles des zones de départ notamment EP BIRIHI, HEMBE et LUHANGA. Nonobstant la crise, la maladie à CORONA VIRUS ayant conduit à la fermeture des écoles sur l'ensemble du territoire national a aggravé la situation des élèves et écoliers. En effet, il nous a été rapporté que parmi les huit filles dont trois de l'école primaire Katobi et cinq de l'institut

	Mpeti, deux ont été précocement mariées et six, victimes des grossesses indésirables et précoces. Quant aux garçons, certains se livreraient dans le vol de l'argent, d'autres dans la consommation des boissons alcoolisés les exposant ainsi au risque de se faire recruter par les groupes armés.	
	• Ecoles détruites, occupées ou pillées zone de départ,	Y-a-t-il des enfants déscolarisés parmi les populations en déplacement ? • Oui, Si oui, combien de jours de rupture • 30 jours pour chaque vague de déplacement suite à la guerre.
Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise	Moins de 30 % sont déscolarisés	
Services d'Education dans la zone **Capacité d'absorption** **Réponses données :** Aucune		

Value	Frequency	Percentage
Augmenter la capacité des écoles pour accueillir les enfants déplacés (double vacation, contruction de salles de classe)	3	100
Doter les écoles des matériels didactiques	3	100
Autre	1	33.33
Recruter des nouveaux enseignants	1	33.33
Subventionner les frais scolaires	1	33.33
Améliorer la sécurité sur le chemin de l'école	1	33.33

Commentaires : Ces graphiques démontrent les besoins prioritaires en matière d'accès à l'éducation. 100% des populations sont favorables pour l'augmentation des écoles pour accueillir les enfants déplacés (double vacation, construction des salles), et la dotation des écoles des matériels didactiques, alors que 33,33% optent pour autres, le recrutement des enseignants, la subvention des frais scolaires et l'amélioration de la sécurité sur le chemin de l'école.

ANNEXE 2 : PHOTOS

Figure 1 : *Etat de la route Kashuga-Mpeti*

Figure 2 : *Etat d'un abri d'un IDPS et d'une famille d'accueil à Katobi*

Figure 3 : *Le seul robinet pour la population et IDPS à Katobi*

Figure 4 : *Etat d'une toilette et douche à Katobi*

Figure 5 : Cas de mal nutrition dans la localité de Katobi

Figure 6 : *Etat des AME et d'une chambre d'un ménage IDPs, IDPs Figure 7 : Etat de l'Ecole et la Direction de L'EP KATOBI*